



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale

### Siège

5, Bd du Roi Albert II  
1210 Bruxelles, Belgique  
Tél +32 2 224 06 11  
Fax +32 2 224 06 06  
headoffice@ei-ie.org  
<http://www.ei-ie.org>

### Président

Thembelani Nxesi

### Secrétaire général

Fred van Leeuwen

## COMMUNIQUE

Co-organisée par l'ADEA, la Banque Mondiale, l'Internationale de l'Éducation et le Ministère de l'Éducation Nationale du Mali, la Conférence de Bamako sur les enseignants non fonctionnaires a regroupé, du 21 au 23 novembre 2004, les Ministres et les représentants des Ministres de l'Éducation, des Finances, de l'Emploi et de la Fonction Publique, ainsi que les dirigeants de syndicats d'enseignants et d'associations de parents d'élèves de 12 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo. Ont également participé aux travaux de la Conférence des représentants d'Agences de développement et de réseaux de la société civile : ACDI, AFD, AIF, BAD, OIT, CONFEMEN, Coopération française, GTZ, IIEP, ROCARE, UNICEF, UNESCO/IICBA, UQAM, ISSE/Guinée, Université Laval, CRIFPE.

Pendant trois jours, le dialogue entre ces différentes composantes, alimenté par des données et des éclairages de recherche a permis des échanges larges et approfondis sur les défis que posent le recrutement et la mise en service de ces nouvelles catégories d'enseignants non fonctionnaires.

Il a été constaté que :

- Les expériences en question interviennent dans des contextes de transition où il est espéré que l'amélioration des ressources permettra de les dépasser ;
- Ces nouveaux enseignants, qui ont du être recrutés par les pays confrontés à la fois à la limitation des ressources et aux besoins énormes de scolarisation y ont permis d'accomplir des progrès substantiels vers l'éducation pour tous ;
- Mais les disparités, notamment de salaire, ainsi créées entre différentes catégories d'enseignants, comportent des risques sociaux, de trop grande mobilité du personnel, d'inéquités et de frustration ;
- La formation de ces enseignants qui a soulevé des interrogations sur le processus de leur qualification et sur la qualité de leurs performances, mérite plus d'attention.

C'est pourquoi la Conférence, tout en prenant en considération la diversité des situations nationales a dégagé des recommandations sur le recrutement, la formation, les conditions d'emploi et les perspectives des maîtres non fonctionnaires s'inscrivant dans les orientations suivantes :

- S'assurer que le niveau, BEPC ou plus, et les conditions de recrutement, sélection par test, garantissent les normes afférentes au profil de l'enseignant du primaire.
- Assurer une formation initiale d'au moins 6 mois suivie d'un plan de développement professionnel comportant une formation continuée et divers soutiens pédagogiques ciblés sur les besoins en situation de service.
- Offrir un contrat à durée indéterminée incluant plans de carrière, passerelles de promotion, garanties de protection sociale, droits et devoirs et discipline selon la législation en vigueur
- Rechercher un salaire d'équilibre qui garantisse une vie décente tout en étant compatible avec les ressources du pays et l'obligation d'équité et donc d'éducation pour tous.
- Gérer la co-existence des différentes catégories d'enseignants en uniformisant le recrutement, la formation initiale et la formation continue de façon à réduire progressivement les disparités tout en prévoyant des dispositions dérogatoires tenant compte de contraintes conjoncturelles.
- Structurer et réguler la planification stratégique de la transition en fonction de l'amélioration des ressources internes et externes afin de rapprocher progressivement les salaires des différentes catégories en tenant rigoureusement en compte l'immensité des besoins de recrutement et la durabilité financière dans le cadre de la réalisation d'un enseignement primaire universel et complet pour tous les enfants.



- Promouvoir la reconnaissance sociale et le mérite du corps enseignant aux niveaux tant national qu'international.

La traduction de ces recommandations en actes demande des efforts internes pour mobiliser plus de ressources, utiliser celles-ci plus efficacement et améliorer l'allocation en faveur du secteur de l'éducation et de l'enseignement primaire en particulier. Il est également nécessaire que les engagements pris par la Communauté Internationale se concrétisent par une augmentation de l'assistance extérieure à la hauteur des besoins posés.

Les participants se sont félicités de la qualité du dialogue mené, des résultats consensuels obtenus et de l'engagement pris par tous d'œuvrer aux conditions de réalisation d'une éducation de qualité pour tous dans les pays. Ils ont tenu à adresser leurs remerciements aux organisateurs ainsi qu'au gouvernement malien pour sa généreuse hospitalité. Ils ont enfin engagé les participants à prolonger et à approfondir au niveau des pays le dialogue entrepris, en y associant toutes les parties prenantes.

Fait à Bamako  
Le 23 novembre 2004  
La Conférence